



HAL
open science

Salvador : 20 ans après les accords de paix, une démocratie encore fragile

Nordin Lazreg

► **To cite this version:**

Nordin Lazreg. Salvador : 20 ans après les accords de paix, une démocratie encore fragile. Les Études du CERI, 2012, n° 189-190, pp.60 - 66. hal-04619031

HAL Id: hal-04619031

<https://sciencespo.hal.science/hal-04619031v1>

Submitted on 20 Jun 2024

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives 4.0 International License

Salvador : 20 ans après les accords de paix, une démocratie encore fragile

Nordin Lazreg

2012 marque définitivement la fin de la coalition entre le parti de gauche Front Farabundo Martí de libération nationale (Frente Farabundo Martí de Liberación Nacional, FMLN) et le parti de centre gauche Changement démocratique (Cambio Democrático, CD) qui avait porté Mauricio Funes au pouvoir en mars 2009. Toutefois, le chef d'État, qui revendique son indépendance idéologique, sait jouer avec la fluidité et l'imprévisibilité des alliances politiques pour assurer la gouvernabilité du pays. Le mouvement Los Amigos de Mauricio a été dissout pour être remplacé par Amigos por el Cambio¹, qui reproche au président ses changements bien trop timides. Ce mouvement s'est rapproché de CD qui se trouvait bien représenté au sein du gouvernement depuis l'entrée en fonction de Funes en juin 2009. Ce rapprochement a été avancé par le président pour justifier la démission des trois membres cédistes à la tête d'agences étatiques de premier ordre comme l'Institut salvadorien de la sécurité sociale (Instituto Salvadoreño del Seguro Social), la Loterie nationale (Lotería Nacional de Beneficencia), et le Fonds social pour le logement (Fondo Social para la Vivienda). Après le décès d'Héctor Silva en décembre 2011, président du Fonds d'investissement social pour le développement (Fondo de Inversión Social para el Desarrollo), la démission du ministre cédiste de l'Économie Héctor Dada Hirezi le 27 avril 2012, pour des raisons avouées de divergences avec le chef de l'État², a officiellement mis un terme à la collaboration gouvernementale entre Funes et CD. La mise à l'écart du FMLN est de plus en plus frappante. Déjà privé de postes à responsabilité économique en 2009³, le FMLN s'est vu confisquer les rennes du secteur de la sécurité publique. Le remplacement de Manuel Melgar à la tête du ministère de la Sécurité publique en novembre 2011, de Franz Hato Hasbún au poste de coordinateur du cabinet de la sécurité publique, de Carlos Ascencio à la direction de la police nationale civile et d'Eduardo Linares à la tête de l'agence de renseignement (Organismo de Inteligencia del Estado) en décembre 2011 ont écarté le FMLN des postes-clés du secteur de la sécurité publique. Le FMLN, qui dès 2010 songeait à entrer dans l'opposition⁴, n'est donc pas vraiment un parti de gouvernement : il se contente désormais d'y participer et n'hésite pas à critiquer publiquement la gestion du président, notamment concernant sa politique économique. Le vice-président Salvador Sánchez Cerén a par exemple accusé Mauricio Funes de ne pas prendre en compte les intérêts du parti⁵.

L'apparition de la Grande alliance pour l'unité nationale (Gran Alianza para la Unidad Nacional, GANA) en octobre 2009, nouveau parti modéré de centre droit issu des rangs de l'Alliance républicaine nationaliste (Alianza Republicana Nacionalista, ARENA) et porté par l'ancien président Tony Saca, est venue bouleverser le système partisan salvadorien. En effet, bien que la GANA et l'ARENA soient idéologiquement à droite, l'inimitié est telle entre les deux partis qu'elle rend toute alliance politique improbable à l'heure actuelle. Tant qu'il a suivi une ligne modérée, Mauricio Funes a pu compter sur le soutien de cette nouvelle formation parlementaire, notamment pour faire passer la réforme fiscale de décembre 2011 qui permet de financer les projets sociaux de l'État.

¹ D. Valencia Caravantes, « Se fractura el movimiento Amigos de Mauricio », *El Faro*, 14 février 2010 (www.elfaro.net/es/201002/noticias/1161/, consulté le 17/10/2012).

² Ó. Luna, « Ministro de Economía renuncia por desavenencias con gobierno de Funes », *El Faro*, 27 avril 2012 (www.elfaro.net/es/201204/noticias/8426/, consulté le 17/10/2012).

³ Mauricio Funes avait, dès son accession au pouvoir, confié les leviers de l'économie à des proches et à des modérés pour calmer la droite, le secteur privé et les investisseurs étrangers, et éviter que le FMLN ne restaure l'ancienne monnaie nationale malgré les bénéfices négligeables de la dollarisation.

⁴ S. Arauz, « El Frente medita convertirse en partido de oposición », *El Faro*, 2 mai 2010 (www.elfaro.net/es/201005/noticias/1616/, consulté le 17/10/2012).

⁵ J. Aguilar, « Vicepresidente acusa a Funes de gobernar sin tomar en cuenta los intereses del FMLN », *El Faro*, 16 avril 2012 (www.elfaro.net/es/201204/noticias/8320/, consulté le 17/10/2012).

Outre la double opposition à laquelle a parfois dû faire face Mauricio Funes (celle, logique, de l'ARENA à droite et celle, moins attendue, du FMLN et de CD à gauche), le gouvernement doit répondre d'un bilan économique mitigé et d'un bilan sécuritaire catastrophique. Le Salvador a du mal à se remettre de la crise économique de 2008. Sa croissance annuelle moyenne n'était que de 1,4 % en 2011, loin derrière celle de ses voisins de l'isthme centraméricain, et l'endettement de l'État s'est aggravé. Dans son discours sur l'état de la nation du 1^{er} juin 2012⁶, Funes a défendu son bilan en affirmant avoir hérité d'un pays en crise qu'il a néanmoins réussi à redresser par un meilleur investissement social et l'abandon du modèle néolibéral, réduisant ainsi les inégalités.

L'autre grand échec du gouvernement Funes, avant les élections et la chute spectaculaire du nombre d'homicides depuis l'annonce de la trêve entre les deux principaux gangs du pays (la Mara Salvatrucha et le Barrio 18), était son incapacité à résorber le problème de l'insécurité. Après une sensible diminution de 4 365 en 2009⁷ à 4 005 en 2010⁸, le nombre d'homicides est passé à 4 354 en 2011 (soit environ 70 homicides pour 100 000 habitants)⁹. Le gouvernement a également dû gérer la colère de certains syndicats (des juges et des enseignants) au mois de janvier. Les manifestations et les discours tenus par certains leaders syndicaux le 1^{er} mai ont par la suite montré que le mécontentement avait bien atteint la base électorale traditionnelle du FMLN.

À l'approche du scrutin du 11 mars – premier test électoral pour le gouvernement et le FMLN – la partie était donc loin d'être gagnée d'avance pour la gauche compte tenu des tensions qui ont miné les premières années du gouvernement Funes et d'une certaine déception parmi la population¹⁰.

RÉSULTATS ET LEÇONS DU SCRUTIN DU 11 MARS 2012

Le scrutin du 11 mars a permis de renouveler les bancs de l'Assemblée législative et les conseils municipaux. Les élections législatives ont été l'occasion de mettre en pratique les réformes électorales adoptées en 2010-2011 et supposées remettre en cause le monopole des partis sur le processus électoral et politique. D'une part, l'appartenance à un parti politique n'est plus une condition nécessaire pour être candidat aux législatives¹¹. D'autre part, le passage d'un système de listes fermées et bloquées à un système de listes fermées et débloquées est censé favoriser la personnalisation du vote et la reddition de comptes de l'élu aux électeurs (et non plus seulement à son parti)¹². Les Salvadoriens peuvent toujours voter pour un parti mais ils peuvent également voter pour un candidat spécifique et modifier l'ordre de la liste initialement décidé par les instances dirigeantes des partis politiques. Ces réformes

⁶ Le discours intégral est disponible à cette adresse : <http://elfaro.net/es/201206/noticias/8698/> (consulté le 17/10/2012).

⁷ D. Murcia, « 2009 el año más violento desde 1992 », *El Faro*, 3 janvier 2010 (www.elfaro.net/es/201001/noticias/820/, consulté le 18/10/2012).

⁸ S. Chávez, « IML corrige cifras de homicidios del año pasado », *La Prensa Gráfica*, 2 juin 2010 ; J. Ávalos, S. Chávez, « Oficializan 4.005 homicidios en 2010 », *La Prensa Gráfica*, 16 février 2011.

⁹ D. Marroquín, « Hubo 4 354 asesinatos durante el año anterior », *El Diario de Hoy*, 1^{er} janvier 2012 (www.elsalvador.com/mwedh/nota/nota_completa.asp?idCat=47859&idArt=6517467, consulté le 18/10/2012).

¹⁰ Si les citoyens font part de leur mécontentement concernant les politiques du gouvernement en place et la situation économique du pays, le président Funes continue, paradoxalement, à jouir d'une bonne cote de popularité (malgré une baisse notoire entre 2009 et 2012) auprès de la population du fait de sa tendance à la modération et à l'indépendance vis-à-vis des partis. Voir Institut universitaire d'opinion publique (IUDOP), « Los salvadoreños y salvadoreñas evalúan el tercer año de gobierno de Mauricio Funes y opinan sobre el proceso electoral de 2012 », *Boletín de prensa*, vol. 26, n°3 (www.uca.edu.sv/publica/iudop/archivos/boletin3_2012.pdf, consulté le 18/10/2012).

¹¹ Cependant, la réforme sur les candidatures indépendantes demeure timide puisque le seuil de signatures requis est relativement élevé et que les candidats indépendants ne peuvent bénéficier des subventions publiques. De plus, la force des machines partisanes est encore très importante dans le processus politique et électoral au Salvador.

¹² Les élus se sentent plus redevables et plus responsables auprès des électeurs lorsque ces derniers votent directement pour eux et non pour un parti. Ils ne rendent plus seulement des comptes à leur parti (qui décide de leur place sur les listes de candidats). Le vote direct pour un candidat est supposé améliorer le lien entre les citoyens et leurs représentants.

participent d'une volonté d'approfondir la démocratisation encore largement perfectible du système politique salvadorien. L'impact des réformes électorales a cependant été plutôt faible, d'abord parce que les partis ont fait la promotion du vote traditionnel, « pour les couleurs plutôt que pour le visage », et ensuite parce qu'aucun candidat indépendant n'a réussi à obtenir 1 % des voix¹³. Par ailleurs, le mode de scrutin à la majorité simple¹⁴ au niveau municipal laisse perplexe quant à la qualité de la démocratie au Salvador. En effet, il exclut toute opposition au sein du conseil municipal¹⁵ et conduit à la non-représentation d'une grande partie des électeurs qui n'ont pas voté pour la formation gagnante.

L'ARENA sort incontestablement vainqueur de ce scrutin. Non seulement elle récupère ses sièges à l'Assemblée législative, malgré la sérieuse concurrence de la GANA à droite qui se fait sa place dans le paysage politique salvadorien, mais elle évince le FMLN des bastions urbains de l'aire métropolitaine de San Salvador que ce dernier contrôlait depuis 15 ans pour plusieurs d'entre eux.

Composition de l'Assemblée législative depuis 2009

	2009-2012	Mars 2012	Novembre 2012
ARENA	18	33	29
FMLN	35	31	31
CN*	10	7	7
Pes**	2	1	1
CD	1	1	1
GANA	16	11	11
Indépendants	2	0	4
Total	84	84	84

* Concertation nationale (Concertación Nacional), ex-Parti de la conciliation nationale (Partido de Conciliación Nacional, PCN)

** Parti de l'espérance (Partido de la Esperanza), ex-Parti démocrate chrétien (Partido Demócrata Cristiano PDC).

La réémergence de l'ARENA comme première force parlementaire demeure toutefois limitée¹⁶. Si le parti peut empêcher tout vote à la majorité qualifiée de 56 voix, il ne dispose pas de la majorité absolue de 43 voix et la forte inimitié entre les membres de l'ARENA et de la GANA rend fort peu probable une alliance entre ces deux partis pour l'adoption des lois. Certes, le résultat des législatives n'est pas favorable au FMLN qui perd quatre députés par rapport à 2009, mais tant qu'il s'allie avec la GANA et la CN, il peut disposer de la majorité absolue et contrôler l'Assemblée législative. Il l'a d'ailleurs montré en infligeant à l'ARENA sa première défaite dès le début de la nouvelle législature le 1^{er} mai en signant un pacte législatif avec la GANA et la CN pour la répartition des postes-clés de la présidence de l'Assemblée et des commissions parlementaires (et des privilèges financiers et matériels qui vont avec). Le parti de droite n'a pu qu'accepter une répartition qui ne reflète pas les résultats du 11 mars.

¹³ Une enquête de l'IUDOP montre toutefois que 33,3 % des personnes interrogées ont voté directement pour un candidat et 29,4 % pour un parti (« Los salvadoreños y salvadoreñas evalúan el tercer año de gobierno de Mauricio Funes y opinan sobre el proceso electoral de 2012 », *Boletín de prensa*, vol. 26, n°3 (www.uca.edu.sv/publica/iudop/archivos/boletin3_2012.pdf), consulté le 18/10/2012).

¹⁴ Le parti qui récolte le plus de voix remporte tous les sièges du conseil municipal. Ainsi, 30 à 40 % des votes valides peuvent suffire pour contrôler une mairie.

¹⁵ L'allongement de la durée du mandat du maire (et des législateurs) qui est actuellement de trois ans, accompagné d'une modification du mode de scrutin afin d'assurer la présence d'une certaine opposition municipale permettrait de démocratiser le système politique local, de favoriser l'apprentissage politique des membres de l'opposition au sein des conseils municipaux et d'améliorer le processus décisionnel dans une démocratie encore fragile où des élections trop régulières transforment les partis en machines électorales constamment en campagne.

¹⁶ Le FMLN a connu une situation similaire en 2000-2003 puis en 2003-2006. Alors qu'il était le parti majoritaire en nombre de sièges, il a dû se plier à la coalition ARENA-PDC-PCN. Par ailleurs, si l'ARENA comptait au lendemain de l'élection 33 voix et les Indépendants aucune, l'expulsion, en novembre, de quatre députés arénistes pour non respect de la ligne du parti a fait perdre à l'ARENA son statut de première force parlementaire. Le départ d'un député de plus signifierait la perte de son pouvoir de blocage à l'Assemblée.

Le revers législatif du FMLN n'en est donc pas vraiment un pour le parti, ni pour Mauricio Funes qui a prouvé jusqu'à présent qu'il était capable de s'appuyer sur différentes alliances pour gouverner (parfois même contre le FMLN).

Répartition des municipalités selon les partis politiques en 2012-2015

Partis politiques	Nombre de municipalités
ARENA	116
FMLN	85
FMLN en coalition	8 (avec CD) et 2 (avec Pes)
CN	24
Pes-CN	3
GANA	16
Pes-GANA	1
Pes	4
CD	3
Total des municipalités	262

Si le FMLN reste une force municipale importante derrière l'ARENA, il n'en demeure pas moins qu'il a subi un cuisant revers en perdant le vote traditionnel des classes moyennes dans les villes les plus peuplées et stratégiques. La droite aréniste conserve la capitale du pays, l'emporte dans neuf capitales départementales et récupère des villes importantes de l'agglomération de San Salvador comme Soyapango, Apopa, Mejicanos et Ilopango. L'ARENA gouverne désormais un peu plus de 50 % de la population au niveau local (contre environ 36 % en 2009) alors que le parti a recueilli approximativement 40 % des votes au total.

Les élections du 11 mars à peine passées, les partis se préparaient déjà à la campagne présidentielle de 2014. L'ARENA et le FMLN ont d'ores et déjà choisi leur candidat pour 2014. Dans les deux cas, le processus de sélection interne soulève des questions. Dans la perspective des élections présidentielles de 2014, la victoire de l'ARENA au niveau local constitue certainement un résultat plus significatif que sa réémergence éphémère comme premier parti à l'Assemblée. Le parti de droite a réussi à surmonter sa crise de 2009 et a su profiter du mécontentement populaire pour se refaire une santé avant les présidentielles de 2014. Facilement réélu maire à San Salvador avec 63,4 % des voix face au candidat radical du FMLN Jorge Schafik Hándal, et jouissant d'une popularité indéniable auprès des sympathisants arénistes, Norman Quijano a officiellement été intronisé comme candidat aréniste pour 2014¹⁷. Comme en 2008, certains candidats recalés – Edwin Zamora (député), Ana Vilma de Escobar (députée et ancienne vice-présidente) et Mercedes Gloria Salquero Gross (membre fondatrice du parti) – ont ouvertement critiqué un processus de sélection interne peu démocratique et contrôlé de manière discrétionnaire par les anciens présidents (Cristiani, Calderón et Flores) et quelques membres du comité exécutif national (Comité Ejecutivo Nacionalista, COENA), la plus haute instance dirigeante du parti¹⁸. Mais l'ARENA est à nouveau minée par une crise interne. Le parti a décidé d'expulser quatre de ses parlementaires pour ne pas avoir suivi la ligne du parti en votant en faveur du budget 2013. Les critiques à l'encontre de la gestion d'Alfredo Cristiani et de la candidature de Norman Quijano se font plus insistantes¹⁹.

¹⁷ G. Labrador Aragón, « Arena revela su secreto más conocido: Quijano es su candidato presidencial », *El Faro*, 21 août 2012 (www.elfaro.net/es/201208/noticias/9465/, consulté le 17/10/2012).

¹⁸ G. Labrador Aragón, « Expresidenta de Arena pide enderezar proceso de elección de candidato », *El Faro*, 27 juin 2012 (www.elfaro.net/es/201206/noticias/8949/, consulté le 17/10/2012).

¹⁹ G. Labrador Aragón, E. Lemus, « A las puertas de la campaña presidencial, Arena enfrenta una crisis interna », *El Faro*, 19 novembre 2012 (www.elfaro.net/es/201211/noticias/10234/, consulté le 21/11/2012).

De son côté, le FMLN a choisi de soutenir la candidature de l'actuel vice-président, Sánchez Cerén²⁰. Il a notamment été préféré au populaire Oscar Ortiz, membre de la branche rénovatrice du parti et maire de Santa Tecla, déjà écarté de la course à la présidence après les primaires de 2003. Cette désignation laisse perplexe puisque l'expérience de la lourde défaite de Schafik Hándal en 2004 et les résultats des dernières élections municipales nous montrent que la formule gagnante n'est certainement pas celle d'un candidat issu de la ligne orthodoxe du parti²¹. La plupart des analystes s'accordent sur la nécessaire modernisation du FMLN qui ne peut gagner avec le seul vote dur et militant. Óscar Ortiz a d'ailleurs appelé son parti à se réformer et à se démocratiser, ce que refusent catégoriquement les cadres orthodoxes qui n'entendent pas desserrer leur contrôle sur le parti. Échaudés par le soutien qu'ils avaient décidé d'apporter au modéré et non-militant Mauricio Funes en 2009, ceux-ci préfèrent aujourd'hui désigner un candidat issu des rangs du parti. Dans l'intention d'unifier les forces orthodoxes et rénovatrices du FMLN (et ainsi d'attirer le vote des électeurs centristes et indécis), le candidat Salvador Sánchez Cerén, prenant acte des sondages d'intention de vote qui lui étaient clairement défavorables, s'est finalement résigné à faire d'Óscar Ortiz son colistier dans la course à la présidence en 2014.

CRISE INSTITUTIONNELLE

Alors que l'Assemblée avait déjà nommé cinq juges à la Cour suprême de justice (Corte Suprema de Justicia, CSJ) au début de la législature – dont quatre à la chambre constitutionnelle (Sala de lo Constitucional, SC)²² –, une coalition parlementaire FMLN-GANA-CN-Pes a procédé à l'élection anticipée des cinq magistrats de la SC le 24 avril 2012, comme l'avait fait la droite en avril 2006. La nouvelle législature qui devait entrer en fonction le 1^{er} mai s'est donc vue privée de son droit de renouveler le tiers de la magistrature de la CSJ. Le 5 juin, la SC, visée par le renouvellement anticipé et donc juge et partie dans l'affaire, a déclaré inconstitutionnelle l'élection des magistrats de 2006 et 2012 arguant qu'une même législature ne peut procéder à plus d'une élection, que le président de la SC, Jaime Belarmino, ne peut être transféré de la SC et que les parlementaires doivent respecter les résultats du scrutin du 11 mars. Les partis politiques à l'origine de l'élection ont refusé de se conformer aux décisions de la SC qu'ils accusent de vouloir s'ériger en superpouvoir, et ont saisi la Cour centraméricaine de justice (CCJ) de Managua. La CCJ a fini par statuer en faveur des parlementaires le 16 août, décision qui n'a pas manqué de faire réagir certaines cours constitutionnelles (Guatemala, Honduras et Costa Rica) qui ont affiché leur soutien à leur homologue salvadorienne²³.

Sous la pression des États-Unis qui menaçaient de suspendre leur aide économique, les partis politiques, réunis en petit comité sous l'égide de Mauricio Funes pendant un mois, ont fini par trouver un accord. Ignorant finalement la décision de la CCJ pour ne pas exacerber les tensions, les partis ont décidé de maintenir en poste les quatre magistrats de la SC nommés en 2009 (parmi lesquels Belarmino), de placer

²⁰ S. Arauz, « Dirección del FMLN declara a Sánchez Cerén su favorito para candidatura presidencial », *El Faro*, 23 juin 2012 (www.elfaro.net/es/201206/noticias/8915/, consulté le 17/10/2012).

²¹ Certains sondages (IUDOP et Mitofsky) confirment les très faibles chances de victoire de Cerén face à un candidat comme Quijano et montrent que seul un candidat comme Ortiz pourrait rivaliser, voire l'emporter. Voir G. Arbaiza, « Quijano-Ortiz, favoritos de vox populi al 2014 », *Contrapunto*, 30 mai 2012 (www.contrapunto.com.sv/politica/quijano-ortiz-favoritos-de-vox-populi-al-2014, consulté le 18/10/2012). L'actuel vice-président compte toutefois s'appuyer sur son bilan à la tête du ministère de l'Éducation de 2009 à 2012 qui bénéficie de la meilleure évaluation des sondés. De plus, 34,5 % des personnes interrogées affirment que les paquets et les aides scolaires constituent la réussite majeure du gouvernement Funes. Voir IUDOP, « Los salvadoreños y salvadoreñas evalúan el tercer año de gobierno de Mauricio Funes... », *op. cit.*

²² La CSJ du Salvador comprend les chambres constitutionnelle, civile, pénale et des contentieux administratifs.

²³ Cette prise de position des cours constitutionnelles de la région à l'encontre de la décision de la CCJ n'est pas sans affecter le processus d'intégration centraméricain.

José Salomón Padilla (proche de la gauche et ancien gérant d'Alba Petróleos) à la tête de la SC à la place de Belarmino qui redevient simple magistrat, comblant ainsi le vide laissé par l'un des cinq magistrats de la SC dont le mandat prenait fin. Ils ont également procédé le 21 août à une nouvelle élection afin de pourvoir les postes occupés par les magistrats de la CSJ désignés en 2006 et d'autres fonctions judiciaires importantes attribuées en avril 2012 (notamment celui de procureur général de la république, *fiscal general*).

Cette crise institutionnelle est l'apogée d'un climat de défiance entre la CSJ et la classe politique salvadorienne. Les magistrats nommés en 2009 ont en effet émis une série de jugements qui affectaient directement les partis politiques²⁴, les médias²⁵ et le président²⁶. La classe politique voit d'un mauvais œil les vellétés d'indépendance de la magistrature. Inquiète, la droite parlementaire avait même voté le décret 743 du 2 juin 2011 pour imposer l'unanimité dans les décisions de la SC, décret que Funes a approuvé en moins de 24 heures. Mais face aux pressions de la société civile, le décret a finalement été abrogé. Cette crise institutionnelle pose donc des questions non seulement sur le bon fonctionnement des institutions au Salvador, mais également sur l'indépendance des branches du pouvoir et la mainmise des partis sur les processus politiques.

D'UN PROCESSUS DE PAIX À UN AUTRE : ANNIVERSAIRE DES ACCORDS DE PAIX ET TRÈVE ENTRE LES MARAS (GANGS)

Dans le cadre de la commémoration des 20 ans de la signature des accords de paix de Chapultepec, Mauricio Funes a tenu un discours historique le 16 janvier 2012 dans lequel il reconnaissait la responsabilité de l'État salvadorien dans le massacre d'El Mozote²⁷. En décembre 1981, 936 villageois soupçonnés d'aider la guérilla furent assassinés par le bataillon Atlacatl, une unité d'élite spécialisée dans la lutte contre-insurrectionnelle et directement entraînée par des militaires américains. Le président Funes a dénoncé le silence de ses prédécesseurs, et, en tant que commandant en chef des forces armées, il a enjoint les militaires de ne plus vénérer des « héros » controversés et coupables de crimes de guerre en expliquant que de telles pratiques n'étaient pas dignes d'une armée moderne et professionnelle et qu'elles minaient l'unité nationale d'un pays en (re)construction²⁸. Il a invité les forces armées du Salvador à revoir leur histoire. Il s'est par ailleurs prononcé en faveur de l'abrogation de l'amnistie des militaires fortement soupçonnés de s'être rendus coupables de crimes de guerre, notamment pour les cas les plus graves. La récupération par l'ARENA en mars 2012 de son pouvoir de veto contre toute majorité qualifiée à l'Assemblée législative rend désormais illusoire un tel changement – à moins d'une nouvelle crise interne à droite – du fait de la proximité de ce parti de droite avec les militaires et les escadrons de la mort. Alors que les plaies de la guerre civile sont encore ouvertes au Salvador, un second « processus de paix », sans doute précaire mais pour le moins inédit, a vu le jour au début du mois de mars.

²⁴ En 2010 et 2011, la SC a déclaré que le mode de scrutin aux élections législatives violait le caractère libre et direct du vote et a donc ordonné une réforme du code électoral pour autoriser les candidatures indépendantes et instaurer des listes débloquées. La SC a par ailleurs ordonné la disparition de deux partis traditionnels, le PCN et le PDC, qui n'avaient pas atteint le seuil de 3 % aux élections présidentielles de 2004.

²⁵ La SC a rendu un jugement qui dispose que les médias ne peuvent pas se prévaloir d'un privilège en matière de délit pénal (délits contre l'honneur).

²⁶ La SC a limité l'usage discrétionnaire des fonds publics par le gouvernement.

²⁷ The Associated Press, « El Salvador: president apologizes for 1981 massacre », *The New York Times*, 16 janvier 2012.

²⁸ P. Carías, « Funes ordena al ejército no llamar héroes a violadores de derechos humanos », *El Faro*, 17 janvier 2012 (www.elfaro.net/es/201201/noticias/7221/, consulté le 15/10/2012).

La chute drastique du nombre d'homicides depuis le 9 mars a placé le Salvador au centre de l'attention internationale. Du jour au lendemain, le nombre d'homicide a diminué de moitié et, après 100 jours, la tendance à la baisse était inchangée. Le nombre moyen d'homicides est passé de 14 à 5 par jour, du jamais vu depuis une dizaine d'années²⁹. Le journal *El Faro* avait aussitôt révélé l'existence d'un pacte entre la Mara Salvatrucha, le Barrio 18 et le gouvernement. Après plusieurs démentis, le ministre de la Sécurité publique, David Munguía Payés, a finalement avoué que la trêve faisait partie de sa stratégie pour réduire la violence³⁰. S'il a reconnu que le gouvernement était au courant des négociations entre les deux *maras* organisées par deux médiateurs, l'évêque militaire Fabio Colindres et l'ancien député du FMLN Raúl Mijango, il n'a toutefois pas voulu confirmer que le transfert d'une trentaine de leaders des deux groupes vers des centres pénitenciers moins stricts était une contrepartie du gouvernement dans ce « processus de paix ». Dans un communiqué à la presse, les leaders des *maras* ont reconnu qu'ils faisaient partie du problème de la violence et de sa solution. Ils se disent disposés à calmer le jeu et à rendre des armes mais attendent du gouvernement qu'il offre des opportunités d'emplois aux jeunes de leurs quartiers. La situation économique actuelle et l'inscription par le gouvernement américain de la Mara Salvatrucha (MS-13) sur leur liste noire des groupes criminels internationaux (aux côtés des groupes mafieux et des cartels mexicains) en octobre ne facilitent pas les choses bien que l'Organisation des États américains ait l'intention de soutenir le processus. L'ironie de l'histoire est que la chute spectaculaire du nombre d'homicides depuis la trêve donne du crédit à ceux qui, à droite comme à gauche, attribuaient 90 % des homicides aux *maras*.

²⁹ Dans son discours à l'Assemblée générale de l'ONU, le président Funes affirme que le nombre d'homicides en septembre est de 3,8 par jour. Voir « Funes destaca ante ONU reducción de homicidios gracias a tregua entre pandillas », *El Faro*, 25 septembre 2012 (www.elfaro.net/es/201209/noticias/9760/, consulté le 18/10/2012).

³⁰ C. Martínez, J. L. Sanz, « La nueva verdad sobre la tregua entre pandillas », *El Faro*, 11 septembre 2012 (www.salanegra.elfaro.net/es/201209/cronicas/9612/, consulté le 17/10/2012).